

nies pour croire qu'elles seraient en état de fournir tous les produits dont la Grande-Bretagne a besoin pour son alimentation, advenant le cas où un tel système commercial serait établi.

L'honorable M. SCOTT: Je ne crois pas qu'aucune résolution de ce genre fut adoptée.

L'honorable M. LOUGHEED: Mon honorable ami ne s'est pas, apparemment, mis au courant des délibérations de cette conférence; il n'a attaché qu'une bien mince importance à ce qui eut lieu alors. L'obstacle insurmontable qui, suivant les apparences, embarrassait le Premier ministre pendant son séjour à Londres, a aussi paralysé le secrétaire d'Etat. Il s'est arrêté là.

Cette résolution fut bien vue par le congrès, approuvée par le journal le *Times*, et d'après ce que je puis voir par l'opinion publique dans la Grande-Bretagne. Nous voyons le *Times*,—et il n'y a pas d'interprète plus considérable de l'opinion publique anglaise,—déclarer dans un article de fond, à la suite de la discussion de ce même sujet:—

Cela a été la pierre angulaire du système des Etats-Unis et de celui de l'Empire allemand; mais il faut observer que ces pays sont fortement protectionnistes. Il appartient toutefois aux colonies de déclarer si elles sont disposées à faire dans ce sens, une offre raisonnable, vu qu'il sera, après cela, du devoir du peuple du Royaume-Uni de décider si, oui ou non, la proposition devrait être acceptée. Mais jusqu'à ce qu'une offre formelle et explicite soit faite d'une manière autorisée, nous craignons que rien ne puisse être accompli.

L'honorable M. MILLS: Je demande la permission d'appeler l'attention de l'honorable sénateur sur le point suivant qui ressort de la lecture qu'il a faite. La proposition commentée par le *Times*, et qu'il croit de nature à pouvoir être considérée plus tard comme réalisable, a pour base le libre-échange absolu entre les colonies et l'Angleterre, et implique aussi l'imposition d'un droit contre les autres pays de l'univers.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Non.

L'honorable M. MILLS: Aucune telle proposition n'a jamais été soumise par l'initiative des honorables messieurs de l'autre côté de la Chambre.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Ni d'aucun autre.

L'honorable M. LOUGHEED: La proposition était à l'effet d'appliquer le régime du libre-échange aux opérations commerciales entre la Grande-Bretagne et ses colonies, et la mère-patrie devait aussi frapper d'un impôt les principaux articles que nous produisons, telles que les denrées alimentaires, afin de favoriser par là même les colonies au préjudice du reste du monde.

Telle est comme je l'ai dit, la proposition qui fut favorablement accueillie par le congrès des Chambres de commerce et qui fut approuvée par le *Times*.

Mais je dirai ceci, c'est que la note dominante de toute cette discussion—je ne devrais peut-être pas dire la note dominante, mais le résultat de ce débat—fut que les hommes d'Etat anglais adoptèrent l'avis que la proposition devrait émaner de l'initiative des colonies.

L'honorable M. MILLS: Mon honorable ami constatera que cette proposition impliquerait que les marchandises anglaises de tout genre devaient être admises absolument en franchise au Canada et dans toutes les autres colonies, et personne n'avait demandé ici d'adopter cette proposition.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Elle ne comporte rien de semblable.

L'honorable M. MILLS: De fait c'est ce qu'elle signifie. Ce sont les termes mêmes qu'on emploie. Il n'y a pas là qu'une simple déduction.

L'honorable M. LOUGHEED: Je prends note de ce que mon honorable ami vient de signaler, mais le point que je veux élucider est celui-ci, c'est que dans une discussion de cette importance, celui qui voudrait nes'en tenir qu'à une opinion en particulier, qui voudrait prendre une attitude dont il ne consentirait jamais à dévier d'un iota ou en quoi que ce soit, donnerait la preuve de son incompétence pour discuter les questions d'intérêt public, et assurément se montrerait complètement dépourvu de toutes les qualités requises d'un homme d'Etat.

L'honorable M. MILLS: J'ignorais cela.